

Guerra : Seule une semaine de 32 heures en 4 jours pourrait « forcer » à créer de l'emploi

"ES UN CAMINO QUE SE RECORRERÁ INEXORABLEMENTE"

Guerra: Sólo una jornada de 32 horas en cuatro días podría "obligar" a crear empleo

Directorio

- Europa
- Comisión Presupuestos Congreso
- Fundación Sistema
- Alfonso Guerra

42 Comentar



MADRID, 17 Abr. (EUROPA PRESS) -

El presidente de la Comisión de Presupuestos del Congreso, Alfonso Guerra, considera que la única manera de "obligar a los empresarios a crear empleo" es implantar una semana laboral de 32 horas, repartidas en cuatro días

Madrid, le 17 avril

Le président de la Commission du Budget du Congrès, Alfonso Guerra (ancien Vice-Président du gouvernement socialiste), considère que la seule manière de forcer les entreprises à créer de l'emploi est de mettre en place une semaine de travail de 32 heures, réparties sur 4 jours.

« C'est un chemin peu visible aujourd'hui, mais qui sera parcouru inévitablement, et qui permettra de reconstruire une vie familiale et privée, quelque chose qui reste difficile de nos jours », a assuré Guerra pendant son intervention au cours de la présentation du livre *Les défis de l'Europe*, publié par la Fondation Sistema, qui a eu lieu au Congrès.

Pour le député socialiste, il faut proposer un nouveau « partage du travail », qui mènerait à « un nouveau partage des revenus ». Cette révolution du travail doit s'entreprendre, selon lui, « sans idées reçues », et doit passer par la semaine des 4 jours que recommandent les spécialistes de la question.

Selon Guerra, il faut mettre fin à la « spirale absurde » qui se crée dès lors que les jeunes ne trouvent pas d'emploi stable avant leurs 30 ans, que les quinquagénaires sont mis à la retraite et remplacés par des travailleurs plus jeunes et moins payés, alors même que le temps de cotisation pour les retraites ne fait qu'augmenter.

Guerra est convaincu que l'on peut sortir de la crise, et même vite, si l'on a la volonté d'y parvenir. Afin de le montrer, il évoque la politique économique mise en place après la

Grande Dépression par Franklin D. Roosevelt, le *New Deal*, qui inclut entre autres des réformes radicales, la hausse des impôts pour les revenus les plus élevés.

Urgence sociale en Europe

« *L'histoire montre que l'on peut sortir d'une dépression collective en 3 mois seulement* », a assuré Guerra, qui estime que l'Europe est en « période d'urgence sociale ». Les dirigeants ont ainsi à choisir entre d'une part attendre le retour de la croissance économique, ou d'autre part réagir en portant des réformes qui éviteraient le naufrage et l'effondrement collectif. « *Si les décisions politiques nous ont mené à la crise, d'autres peuvent nous en sortir* », il insiste.

Selon Guerra, la priorité est aujourd'hui de reconstruire la justice sociale, avec des moyens qui protègeraient les citoyens d'un tsunami venant des marchés financiers. « *Etre gouvernés par l'argent organisé est aussi dangereux que de l'être par le crime organisé* », il avance en paraphrasant Roosevelt, ce qui déclenche les applaudissements de son public.

Il plaide aussi pour une vraie révolution fiscale, qui empêcherait la fraude fiscale, et qui permettrait de lutter réellement contre les paradis fiscaux et le dumping fiscal grâce à un impôt européen ciblant les SICAV et les bénéfices des entreprises.